

CIBLE

Terminée la grève ?

Edmond Maire déclare : «La vieille mythologie Syndicale selon laquelle l'action, c'est la grève, a vécu». Ce n'est pas une petite phrase parmi d'autres, ni un reniement, mais un constat lucide et douloureux. Lucide, parce que le nombre des journées de grève ne cesse de baisser depuis des années. Douloureux aussi parce que le mythe de la grève était le moteur de l'action ouvrière et portait en lui la promesse des changements désirés. Mythe des «bras croisés», mythe du «grand soir» annonciateur de la révolution prolétarienne, positif puisqu'il fut à l'origine des grandes conquêtes ouvrières.

Ainsi, une culture vivante est en train de devenir un moment mémorable mais dépassé. La disparition d'un mythe n'annonce pas nécessairement la fin du syndicalisme. D'autres formes d'action existent et de nouvelles méthodes seront inventées. Cette disparition ne signifie pas non plus la fin de la grève. Dans les secteurs sensibles de la société industrielle (énergie, transport) elle demeure un instrument efficace. Ce qui disparaît aujourd'hui, c'est la grève ouvrière, c'est la grève générale. Mais la grève corporative, défensive, parfois égoïste, a encore de beaux jours devant elle.

PROCHE ORIENT

La Paix grâce à l'URSS ?



Le Pen **Comment s'en débarasser ?**

(page 12)

Nicaragua **Naissance d'une dictature !**

(page 4)

Masochisme

Verrouillage et déverrouillée...

«**U**ne première condition», c'est Lionel Jospin qui le dit. Est-ce pour ne pas effaroucher ses troupes qu'il n'énumère pas précisément les autres ? Craint-il d'affirmer qu'il y a un gouffre entre le seuil de crédibilité ainsi conquis et les conditions d'émergence d'une nouvelle majorité parlementaire capable de collaborer à l'action du Président ?

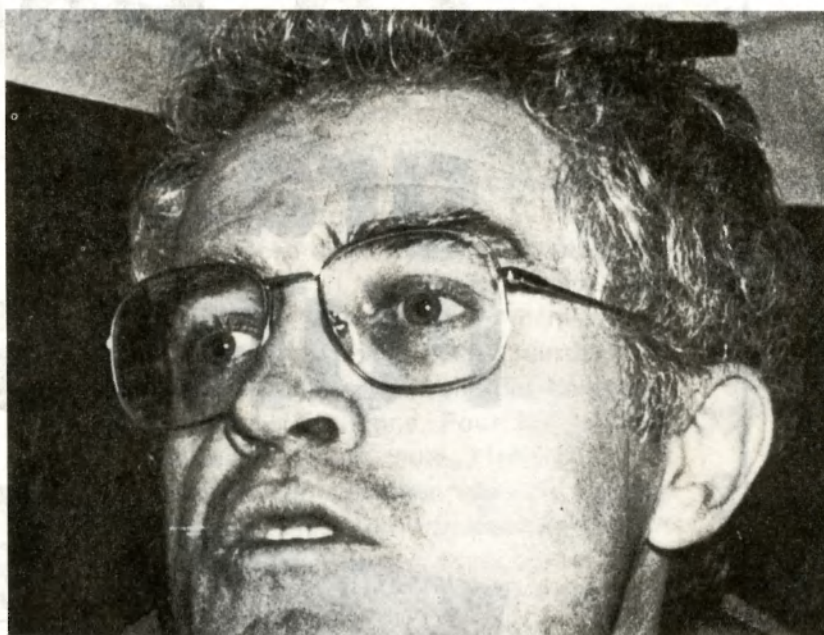
Du confort du parti au renfort de la majorité, quelle stratégie, quelle voie, quelle espérance ?

Car enfin, le lâchage des hiérarchies communistes et leur alliance sournoise avec la plus réactionnaire opposition ne seront pas comblés par des vœux amicaux - «toi Pierre, et toi Jean-Pierre, et toi aussi Michel !» (1) ni par le fantasme d'un parti dont l'attraction hégémonique s'étendrait d'un seul coup à tous les électeurs hésitants.

UN ELECTORAT DISPONIBLE

Pourtant, la marge est vaste, immense et ignorée, entre les socialistes du Président et la plus dure fraction de la droite, celle qui s'engage à tout nier et déconstruire de ces cinq années de vie française. Elle englobe tout ceux que cette perspective d'un fanatisme contraire dégoûte, ceux qui ne veulent pas voir rompre les reins à leur pays, parce que sur le terrain, ils ont sans parti-pris depuis 81 reçu, adapté, mis en valeur du mieux qu'ils ont pu les réformes profondes opérées sous

Le vote d'une motion de synthèse au congrès de Toulouse était un acte nécessaire à la survie du Parti socialiste et utile pour affronter la campagne électorale des prochains mois. Mais il ne s'agissait là que d'une des conditions liminaires pour espérer la victoire en 1986.



l'autorité du Président... Eux seuls en ont mesuré précisément les outrances, ou les timidités. Eux seuls, dans l'administration, la justice, les affaires, les techniques, la vie intellectuelle ou artistique, la diplomatie, la défense, sont en mesure de souhaiter la poursuite et le parachèvement d'une œuvre qui, à n'en pas douter, par comparaison avec les dix années

passées, représente un redressement, un ressaisissement de la tradition nationale.

Or, qu'ils soient libres d'attaches, ou proches de l'une ou l'autre des formations que la crainte du socialisme a rejetés à droite, ces gens que l'adhésion au projet présidentiel fait plus que tenter parce qu'ils l'ont déjà implicitement ac-

cepté et mis en pratique, n'y viendront pas rejoindre un parti socialiste exclusivement préoccupé de ses propres fins.

Ils attendront donc, espérant peut-être que la fameuse cohabitation dissolue empiriquement la raideur des antagonismes, alors qu'au contraire, la perspective des présidentielles de 88 exige leur renforcement...

LES SOCIALISTES CONTRE LE PRESIDENT ?

On voit dans quel quépier le bien commun de la nation se trouve pris : impossibilité de fait de soutenir l'action du Président sans être dans l'appareil socialiste. Interdiction, que les socialistes s'éditent à eux-mêmes, de soutenir leur Président s'ils doivent pour cela contracter une alliance droitière... Le verrouillage des listes électorales au profit des seuls partisans agréés signe d'avance la défaite.

La réponse serait donc auprès de François Mitterrand ? A lui seul, il devrait faire surgir un centre parlementaire à sa dévotion ? Et par quelle magie, si les socialistes persistent à camper sur leur monopole ?

Un citoyen a la liberté de poser la question : — N'est-on pas là au bord de la négation même de la représentation populaire ?

Luc de GOUSTINE

(1) Discours de Laurent Fabius au Congrès de Toulouse.

royaliste ♦

Sommaire : page 2 : Verrouillage et déverrouillée - p. 3 : L'ancien et le moderne - p. 4 : Naissance d'une dictature - Portugal - p. 5 : Le tournant soviétique au Moyen-Orient - pp. 6-7 : J. Julliard - p. 8 Tous ensemble - p. 10 : Et demain l'Afrique - Papa est en voyage d'affaires - p. 12 : Comment s'en débarrasser ?

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Quitte ou double L'ancien et le moderne

Passons pour le moment sur la forme, et le côté spectaculaire du débat et faisons abstraction, pour ce qui est du fond, des bilans controversés que chacun a pu présenter de sa gestion, pour ne retenir que les propositions qui ont été faites car elles présentent l'avantage de mettre en relief ce que seront les grands thèmes de la prochaine campagne électorale.

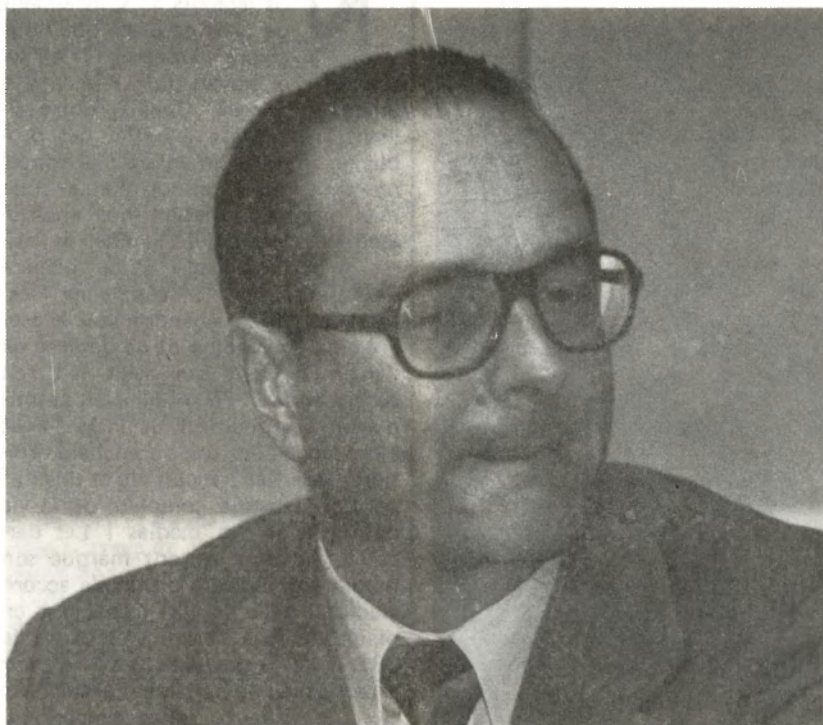
LE LIEVRE...

En politique intérieure tout d'abord. On sait désormais que pour attirer les suffrages de l'électorat flottant le P.S. mettra en avant les dissensions qui existent dans le camp adverse entre le RPR et les barristes. Quant à Chirac il entonnera la vieille rengaine contre les dangers du socialo-communisme, argument usé jusqu'à la corde et qui ne correspond plus à la réalité politique actuelle, le P.C. étant réduit à sa plus simple expression. Notons de plus que le président du RPR a affirmé qu'en cas de victoire insuffisante de la coalition UDF-RPR, il n'y aurait pas d'alliance avec le Front National.

Dans le domaine de la politique étrangère, Fabius s'est montré plus gaulliste que l'ancien premier ministre de Giscard en rappelant son attachement à la dissuasion nucléaire et en défendant l'indépendance de la France face aux deux blocs. De son côté, ne pouvant surenchérir en ce domaine sur les propos tenus par Fabius, Chirac n'a pu que regretter la politique européenne actuelle, soulignant que l'élargissement du Marché Commun à l'Espagne et au Portugal sera nuisible à notre agriculture (clin d'œil à l'électorat rural) et critiquer l'absence de participation de la France à l'I.D.S. (argument étonnant de la part d'un gaulliste, car tout le monde sait que les Américains n'ont que faire d'une association avec l'Europe, sauf à utiliser au coup par coup, et sans compensations véritables, les compétences des techniciens européens).

En économie, Fabius s'est une nouvelle fois montré plus précis que son adversaire en proposant de fonder la politique à venir sur trois

L'objectif du débat télévisé du 27 octobre entre Laurent Fabius et Jacques Chirac était double. Pour chacun des deux hommes il s'agissait non seulement de vaincre son adversaire et de convaincre l'opinion de façon durable mais aussi d'assurer sa domination dans son propre camp.



points. Tout d'abord poursuivre l'effort sur la formation, la recherche et l'investissement. Ensuite, à l'échelon international, tenir compte de la situation de nos principaux partenaires commerciaux, contrairement à ce que fit Mauroy en 81-82. Enfin, sur le plan social, accélérer les réformes sur l'aménagement du temps de travail. Même si ces propositions sont critiquables car amplement insuffisantes, elles ont le mérite d'être claires. Alors que Chirac s'est contenté de prôner un libéralisme flou et de se déclarer partisan de la dénationalisation sans démontrer véritablement ce qu'aurait de positif une telle politique.

... ET LA TORTUE

Pour ce qui est de l'immigration, sujet brûlant, on en est resté à de bien vagues et décevantes banalités.

En revanche, à propos de l'insécurité, Chirac a su employer des arguments qui ont fait mouche à chaque fois et gagner ainsi des électeurs.

L'impression d'ensemble qui se dégage du débat est la maîtrise de Laurent Fabius qui a su se montrer précis, constructif, tendre des pièges à son adversaire et surtout orienter le débat. Jacques Chirac quant à lui est resté le plus souvent sur la défensive et a manifesté un léger agacement face à l'insolence et au savoir faire du chef de file socialiste trop sûr de lui. Mais cette agressivité de Fabius a raté son but et Chirac, gardant son calme a réussi à se rendre plus sympathique.

Car, dans ce genre de débat où ce ne sont malheureusement pas les idées qui priment mais la façon d'être et le ton adopté, la tactique retenue par l'actuel premier ministre l'a desservi. Face aux téléspectateurs ce nouveau style a choqué. Le message n'est donc pas passé, les réactions de la presse et de l'opinion au travers de divers sondages le prouvent : seul l'électorat de gauche non-communiste a, semble-t-il, apprécié la « prestation de Fabius ». C'était l'un des buts du premier ministre, mais c'est trop peu.

Tandis que Chirac, plus classique et plus sobre, a atteint le triple objectif qu'il s'était fixé : vaincre Fabius, soumettre l'opinion, se présenter comme le seul présidentiable sérieux de la droite. Quelle marge de manœuvre a-t-il laissé à Raymond Barre ? C'est ce que chacun se demande désormais.

Patrice LE ROUÉ

Monarchie et politique étrangère

L'ouvrage de notre collaborateur Yves La Marck sur la Politique étrangère et la Monarchie sera disponible à partir du 13 novembre, 19 h.

Les souscripteurs parisiens pourront venir le prendre à l'occasion de la conférence de ce soir là dans les locaux du journal. Après quoi les livres seront expédiés à leurs destinataires.

Quant à ceux de nos amis qui ne l'ont pas encore commandé, qu'ils se dépêchent, car ce tirage pourrait bien être rapidement épuisé.

« MONARCHIE ET POLITIQUE ETRANGERE »,

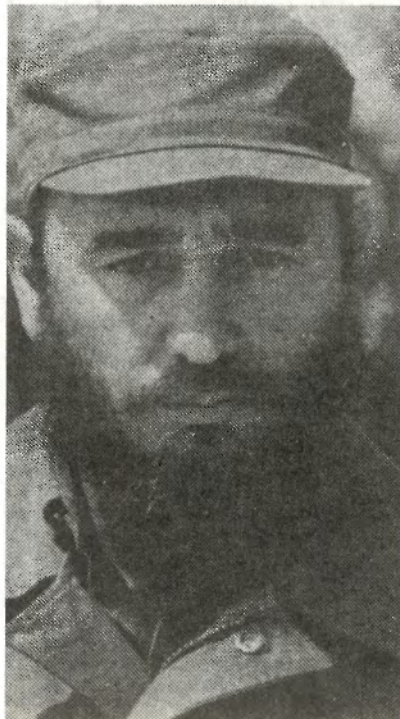
1 volume broché, 120 pages, 5 illustrations hors texte, préface de Régis Debray, postface de Paul-Marie Couteaux, éditions « Royaliste » : 95 F franco de port.

Nicaragua Naissance d'une dictature

En annonçant, mardi 15 octobre, la suspension «provisoire» des libertés individuelles, Daniel Ortega fait basculer irrémédiablement le Nicaragua dans une dictature «marxiste» après que ce pays s'était débarrassé d'une précédente dictature «de droite». Et pourtant, cette ultime évolution du régime de Managua n'était pas inéluctable.

Suppression des libertés d'expression, de circulation, de grève, mise au placard de l'*habeas corpus*, attaques contre l'Eglise, ces mesures ne permettent plus aucune hésitation quant aux orientations prises par le régime sandiniste. Et ce n'est pas leur caractère «provisoire» qui convaincra quelqu'un. La relative démocratisation de l'an dernier n'était donc qu'un leurre destiné à abuser les amis européens du Nicaragua. Les représentants du Parti socialiste français qui, en novembre dernier, s'étaient rendus au Nicaragua, à l'occasion des élections générales qui devaient s'y dérouler, et soutenaient que tout se passait normalement, en seront quittes pour faire leur *mea culpa*.

Car la dictature sandiniste n'a pas été conçue ce mardi 15, des mesures restreignant les libertés publiques étant déjà en vigueur depuis plusieurs années. C'est plutôt d'une lente



Qui est visé ?

Officiellement justifiées par «l'agression impérialiste» des Etats-Unis et les activités militaires «contre-révolutionnaires», les mesures suspensives de liberté prises par le gouvernement sandiniste sont, en fait, essentiellement dirigées contre tous ceux qui espèrent une démocratisation réelle du régime et en tout premier lieu contre l'Eglise catholique qui, depuis les élections de novembre 1984, s'était posée en force de dialogue. C'est d'ailleurs ce que reconnaît implicitement le président Daniel Ortega lorsqu'il déclare à l'ONJ que les «guérilleros sont battus, démoralisés et dispersés».

gestion qu'il s'agit. Nous n'entrons pas dans la controverse dialectique opposant Washington à Managua sur le point de savoir qui a commencé : la CIA armant les rebelles ou les sandinistes étranglant la démocratie. Il est évident aujourd'hui en tout cas que le modèle des dirigeants sandinistes est bel et bien la dictature cubaine.

Pourtant nous ne pouvons que constater que l'alternative «Pinocet ou Castro» n'est plus de mise en Amérique latine. Les exemples de l'Argentine du président Alfonsín et du Brésil, même si les démocraties de ces deux pays sont encore fragiles, sont là pour le confirmer. Le «commandante» Ortega a refusé cette possibilité, malgré les efforts répétés du gouvernement français visant à lui éviter l'isolement diplomatique et économique.

Antony SPANO

Portugal Amanhã o P.P.M.

Oui, «Demain le PPM !». Après une traversée du désert de près de trois ans nos amis du Parti Populaire Monarchique ont repris pied dans la vie politique portugaise et s'apprentent à marquer un point décisif.

Nos lecteurs se souviennent de la large place que nous avions consacrée (1) à l'action et aux succès du P.P.M. il y a quelques années. Depuis, notre silence n'était que le reflet des problèmes internes qu'ont eu à affronter nos amis. Mis en minorité au sein de leur propre formation nos «homologues» avaient dû s'incliner et laisser le parti s'engager d'une manière désastreuse dans la campagne électorale de 1982. Abandonnant le programme écologique et de défense de l'environnement qui avait fait son succès en avril 75 (et lui avait permis d'avoir six députés), le PPM s'était alors lancé dans une surenchère droite. Résultat : aucun élu et une disparition presque complète de la vie politique et des médias ! Les dernières élections auront marqué son renouveau. Grâce à un habile accord électoral avec le PS - pourtant en pleine déroute puisqu'il est passé de 38% à 21 % des suffrages - le parti a repris pied au parlement avec l'élection de Ribeiro Telles, ancien mi-

une liste-surprise qui est déjà créditée de 31% des voix dans les derniers sondages. Conduite par Ribeiro Telles, et sous les couleurs du PPM, cette liste est d'une extrême variété. Elle comporte à la fois des candidats écologistes émanant des Amis de la Terre, des journalistes de la plupart des journaux paraissant à Lisbonne, ainsi qu'un grand nombre de personnalités du monde des lettres et des arts, sans parler de figures connues de groupes de rock célèbres au Portugal.

Reprenant les thèmes qui avaient fait le succès du PPM en 1975, cette liste attaque l'actuelle administration de la capitale qui a mené une politique du «tout béton», se traduisant par la construction d'immenses bâtiments, la dégradation des anciens quartiers, la destruction des espaces verts et la désertification du centre historique de la ville.

C'est dans cette bataille pour sauver Lisbonne et la rendre plus hu-



ministre de la Qualité de la vie. Mais surtout les royalistes visent maintenant la mairie de Lisbonne aux prochaines élections municipales du mois de décembre.

Ils viennent en effet de déposer

maine que se sont hardiment engagés les royalistes.

Yvan AUMONT

(1) «Royaliste» 297 du 5/7/79 et «Royaliste» 348 du 3/12/81.

Recentrage

Le tournant soviétique au Moyen Orient

La prise de quatre otages soviétiques au Liban et l'exécution de l'un d'entre eux sont à rapprocher de la définition d'un rôle nouveau de l'URSS au Moyen-Orient. Ecartée de la région, elle y revient, non en force, non seulement à la faveur des revers américains, mais en douceur et comme pour calmer le jeu. Il peut y avoir là un nouveau rôle pour la France.

Le sujet n'est apparu que brièvement lors de la conférence de presse commune avec Gorbatchev à l'Elysée. Et on n'a guère remarqué l'observation du président Mitterrand : les pays de la région n'étant « pas parvenus à se mettre ensemble autour de la table », on pourrait être « contraint de changer de plan » et d'admettre que « d'autres pays, qui pèsent lourd dans l'équilibre du monde » soient conduits à prendre part à la négociation.

Tournant majeur s'il se confirme : jusqu'à présent notre politique a été de ne rien faire que pousser Israël et les Arabes à dialoguer directement, ce qui revenait à appuyer les options américaines au moins sur la méthode. L'échec du plan Reagan, le blocage de l'initiative jordano-palestinienne ; la paix froide entre l'Egypte et Israël, sans parler du Liban et de l'Iran, on peut commencer à trouver que la coupe est pleine.

NOUVELLE STRATEGIE

De ces échecs américains, l'URSS n'a pas pu vraiment profiter. L'affaiblissement de l'OLP, l'autonomie syrienne, l'acharnement irako-iranien, le poids des Arabes modérés inquiets pour leurs régimes, n'autorisent pas Moscou à gagner prise ou que ce soit. La situation est insaisissable pour chacun.

L'URSS s'est donc engagée dans une nouvelle stratégie qu'on pourrait qualifier de « recentrage ». Les excès du terrorisme, palestinien et intégriste, l'inquiètent. Au bout d'un certain temps sans gain, la politique soviétique s'oriente toujours vers un compromis, la stabilisation. Tel commence à être le cas.

Au Liban, l'URSS multiplie les contacts avec toutes les factions, y compris les chrétiens, utilisant notamment les liens établis avec les orthodoxes. Les « musulmans extrémistes » (communiqué soviétique)

n'ont pas été les derniers à s'en apercevoir.

Le raid israélien sur Tunis est une aubaine pour Moscou qui va chercher à travailler à rapprocher Arabes modérés et progressistes au niveau des Etats et des courants palestiniens, autour d'une OLP et peut-être d'une Egypte également « recentrées », au grand dam de la Libye.

Il n'est jusqu'en Iran où l'URSS risque de se poser à terme en unique médiateur possible de la guerre du Golfe grâce à son influence en Irak et sans avoir jamais coupé les ponts avec Téhéran.

UNE VOIE POUR LA FRANCE

En Israël même, les signes d'une lente normalisation des relations s'affirment : rencontre Gromyko-Shamir à New-York, ouverture d'une mission commerciale polonaise à Tel-Aviv, les Russes placent le cabinet israélien au carrefour des chemins. Aller plus loin - l'ap-

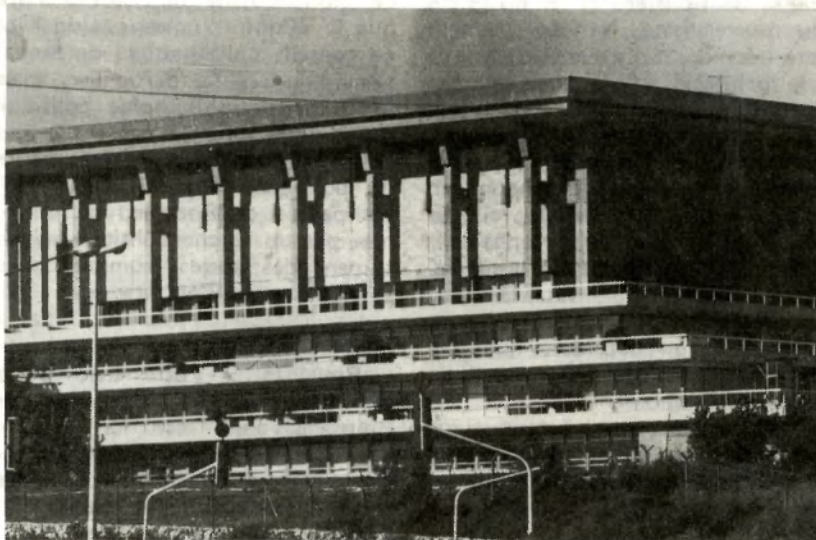
pât de l'émigration juive est tentant - signifierait des concessions sur le processus de paix (1). La France, qui a toujours admis qu'il était vain autant que malsain d'éliminer totalement Moscou du Proche-Orient, pourrait trouver un regain d'influence en valorisant ce dialogue avec l'Union soviétique auprès de ceux, modérés ou progressistes, qui lui font encore crédit. Ne s'est-on pas aperçu que tant que l'on escomptait une évolution des positions américaines, c'est à l'Angleterre et non à nous que l'on faisait confiance pour plaider la cause arabe modérée (2) ? S'il y a recentrage, la France étant connue pour ses positions plus avancées, la logique voudrait qu'elle soit la mieux placée. Globalisme, stabilisation, rôle des quatre grands, médiation de la France, sont des idées qui remontent aux propositions faites par de Gaulle après 1967.

Yves LA MARCK

(1) Les « Entremetteurs » ne manquent pas dont le « milliardaire rouge », Hammer. Lire « La corde pour les pendre » de Eric Laurent - Ed. Fayard, prix franco : 99 F.

(2) Avec le succès commercial que l'on sait : 4 milliards de dollars d'avions « Tornado » en Arabie saoudite au lieu de nos « Mirages ». Le « fiasco » de l'audience avortée de la délégation palestinienne par le secrétaire d'Etat au Foreign Office le 14 octobre a porté un coup durable à la crédibilité britannique au Levant.

Avec le soutien à Shimon Péres, même à la Knesset les esprits semblent évoluer.



Présence Charles de Gaulle

« **P**ermanence des idées constitutionnelles du général de Gaulle en France et dans le monde » : tel était le thème du colloque réuni à Namur à l'initiative du Cercle d'Etudes Ch. de Gaulle, présidé par M. Richard Fielz et les Cercles Universitaires d'Etudes et de Recherches Gaulliennes, animés par M. Jean-Paul Bled.

Pendant deux jours, de nombreux universitaires et chercheurs belges et français ont exposé l'influence et l'actualité de la pensée gaullienne et démontré, qu'elle avait depuis longtemps franchi les frontières de notre pays, nourrissant la réflexion et l'action politiques de nombreux Etats. Ainsi M. Francis Delperée, professeur à l'Université catholique de Louvain, s'est penché avec beaucoup de science sur « le référendum et l'unité nationale » tandis que M. Jean Foyer, ancien Garde des Sceaux, faisait ressortir l'influence de notre Constitution sur celles des pays de l'Afrique francophone.

La genèse du gaullisme, certains moments de son histoire et ses prolongements jusqu'à nos jours ont été étudiés par Michel Aurillac (« Du discours de Bayeux à la Constitution de 1958 »), J.-P. Bled (« Le mode de scrutin pour l'élection à l'Assemblée nationale française ») et François-Georges Dreyfus (« Un échec constitutionnel du Général de Gaulle : la réforme du Sénat »). Bertrand Renouvin s'est, pour sa part, penché sur « De Gaulle et la tradition républicaine », montrant comment le Général avait rompu avec le républicanisme caractérisé sur le plan politique par le refus de l'Etat, pour retrouver la Res publica et la fonder à nouveau. Des débats animés ont suivi chacune des communications : prochainement publiées, elles permettront d'apprécier l'intérêt de ce colloque remarquablement organisé.

Y.L.

Pour tous renseignements : M. J.-P. Bled, C.U.E.R.G., 26, rue de la Canardière 67100 Strasbourg Meinau et M. Richard Fielz, av. Nellie Melba 106, 1070 Bruxelles.

Jacques Julliard : «J'ai tro incontournable - du Contrat

Royaliste : Puisque votre livre s'intitule «La faute à Rousseau», commençons par Jean-Jacques. Vous écrivez notamment que le «Contrat social» est «un des plus grands efforts théoriques jamais tentés pour invalider à jamais la politique, pour la rendre illégitime et la bannir de la Cité». Comment justifiez-vous cette analyse ?

Jacques Julliard : C'est une des interprétations possibles du «Contrat social». Je ne crois pas qu'il y ait une bonne interprétation du «Contrat». C'est un livre profondément ambigu, ce qui fait sa valeur et le rend inépuisable. Si on le regarde comme une tentative pour fonder la démocratie, on s'aperçoit que c'est une tâche difficile, voire impossible. Rousseau n'écrit-il pas que seul un peuple de dieux peut se gouverner démocratiquement ? Consciemment ou non, il a voulu démontrer que la démocratie aboutissait à des impasses, en poussant l'idée jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. On ne peut donc le rendre responsable des contradictions du «Contrat» : la pensée de Rousseau est déductive, et non pas militante, et c'est pourquoi on se trompe tant sur lui.

Royaliste : Il y a en effet un débat, jamais achevé, sur la postérité intellectuelle et politique de Rousseau...

Jacques Julliard : Entre les interprètes de Rousseau et les historiens du rousseauisme, le débat ne peut être tranché : il n'y a pas de point de vue privilégié sur la question. Les spécialistes de Rousseau montreront avec de bons arguments que telle ou telle interprétation postérieure est fautive et ils auront raison de leur point de vue. Par exemple, faire de Rousseau, qui est un philosophe de la liberté, un prophète de la démocratie «holiste» ou totalitaire est un contre-sens complet.

Mais si on considère que l'insertion d'une pensée dans l'histoire est le moment où cette pensée échappe à son créateur, si on juge l'impact de Rousseau dans la philosophie et dans la politique; il existe de bons arguments au service des postérités, d'ailleurs



contradictoires, de sa pensée. Il est vrai qu'un certain nombre de formules du «Contrat» prêtent à une interprétation totalitaire. Inversement, il est possible de faire de Rousseau, comme sous la IIIe République, le précurseur de la Révolution française et de sa postérité républicaine et parlementaire; c'est un peu plus difficile à démontrer puisque l'auteur du «Contrat» est contre la délégation, mais on peut invoquer son texte sur la Pologne... Ces débats sur l'interprétation de Rousseau montrent bien la richesse et la complexité du personnage.

Si l'on veut être juste à l'égard de Rousseau, il faut comprendre que le «Contrat» n'est pas un livre de conseils politiques, ni de fondation d'un régime particulier, mais un traité de philosophie politique qui s'insère dans la pensée de son temps et qui porte sur la nature du politique. A partir de là tout est permis et Rousseau ne préconise pas un régime politique au détriment des autres, comme on le voit à la fin du «Contrat».

Royaliste : Votre livre porte également sur les adversaires de Rousseau, aussi bien les libéraux du XIXe siècle que les traditionalistes comme Bonald. En quoi les uns et les autres peuvent-ils aujourd'hui nous intéresser ?

Jacques Julliard : J'ai en effet voulu étudier le XIXe siècle lecteur de Rousseau. Ce qui m'a frappé, c'est le sentiment de crainte révérencieuse qui a saisi l'ensemble des penseurs de cette époque (sauf chez les socialistes qui, comme Louis Blanc, se situent dans la ligne de Rousseau) à l'idée qu'il fallait désormais vivre avec l'auteur du «Contrat social». Précisons : avec Rousseau revu et interprété par la Révolution française. A partir du XIXe siècle, Rousseau et la Révolution constituent en effet un bloc. Ce bloc, c'est la pensée démocratique centrée autour de l'idée que l'exercice du pouvoir appartient au peuple. Or tous les penseurs du XIXe siècle tiennent cette idée pour une gageure insensée. Jusqu'à Rousseau, y compris chez les théoriciens de la souveraineté populaire, il y avait un accord généralisé sur le fait que, quelle que soit l'origine du pouvoir, son exercice devait être le fait d'un individu, le monarque, ou d'un petit nombre. Que l'origine du pouvoir soit Dieu ou le peuple, ce n'était ni à Dieu ni au peuple de l'exercer. Or Rousseau et la Constitution de 1793 disent que cet exercice appartient au peuple. Mais comment faire pour que le peuple gouverne? Rousseau avait posé le principe, mais sans parvenir à dire ce que pourrait être son application. Dès lors, le problème des

Depuis longtemps, «Royaliste» suit avec grand intérêt les recherches historiques et la réflexion politique de Jacques Julliard, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et éditorialiste au «Nouvel Observateur». Son nouveau livre, consacré aux conséquences historiques de l'idée de souveraineté populaire, ne pouvait manquer de retenir toute notre attention. Nous le remercions d'avoir accepté de répondre, une nouvelle fois, à nos questions.

ivé sur ma route un monument Social - de Jean-Jacques Rousseau“

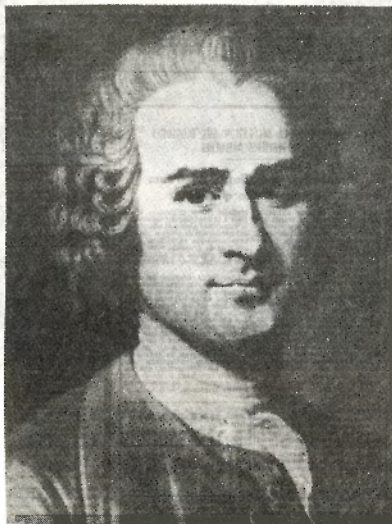
philosophes du 19ème siècle est de trouver le moyen de se débarrasser du principe de la souveraineté populaire.

En accord sur le diagnostic, les auteurs divergent sur les solutions en fonction de leurs orientations personnelles. Bonald et Maistre disent qu'en ramenant sur terre l'idée de souveraineté, Rousseau et la Révolution ont rendu impossible tout exercice du pouvoir et déclenche la logique totalitaire. Quand le sujet est en même temps le souverain (j'emploie à dessin le vocabulaire de Bonald) on se trouve dans un système fermé et le risque de totalitarisme est grand. Aussi faut-il renvoyer l'idée de souveraineté à Dieu, empêcher que la souveraineté, dernier recours, se trouve sur le théâtre politique. A cela les libéraux répondent que la Révolution a eu lieu, et qu'on ne peut faire comme si elle n'avait pas existé. Pour Guizot, la souveraineté ne peut plus être Dieu, elle ne saurait, sous peine de terrorisme résider dans le peuple. Le seul moyen est de la supprimer ou, plus exactement, d'admettre comme seul souverain la Raison. Quant à Benjamin Constant, il cherche à limiter les effets de la souveraineté aux affaires publiques, en bâtissant le mur de la vie privée. Donc il revient sur l'idée, héritée des Anciens, que la liberté c'est la politique partout. C'est en ce sens que Constant est un des fondateurs de l'idée moderne de souveraineté.

Royaliste : Vous avez cité Louis Blanc tout à l'heure. Comment les socialistes se situent-ils dans ce débat sur la souveraineté ?

Jacques Julliard : Les socialistes (et certains républicains avancés comme Ledru-Rollin) sont les seuls héritiers de Rousseau. Pour eux, il faut donner au peuple les moyens de gouverner, et les plus cohérents veulent instaurer la démocratie directe. Dans ce débat, qui apparaît en 1848, les idées principales tournent autour du référendum et de ce qu'on appellera en 1968 les Assemblées générales : il s'agit de rassembler le peuple par communes pour lui permettre de discuter sur les pro-

jets de loi, ce qui suppose une très large décentralisation. Mais, curieusement, les Jacobins, qui se veulent disciples de Rousseau, et aussi de Robespierre et de Saint-Just, sont effrayés et prévoient les pires catastrophes. En fait, sans en avoir conscience, les Jacobins ont renoncé à l'idée de souveraineté du peuple et sont sur la voie qui va mener à la IIIe République - celle de la confiscation de la souveraineté par une assemblée.



Royaliste : Votre livre commence et se termine par une réflexion sur la gauche actuelle. En quoi les débats que vous évoquez peuvent-ils jouer un rôle aujourd'hui ?

Jacques Julliard : J'ai essayé de montrer que les socialistes français, qui sont en fait des Jacobins sociaux, ont le même problème que Louis Blanc en 1848. Entre temps est passé la IIIe République, à laquelle ils se sont ralliés non sans mauvaise conscience et non sans retours : après tout, l'idée de démocratie directe se retrouve dans l'autogestion. En tout cas, l'idée qui a prévalu est la suivante : puisqu'on accepte la délégation du pouvoir, il faut au moins que la démocratie directe soit présente à travers quelque chose qui liera étroitement chaque acte de l'exécutif et le souverain lui-même. Et c'est à ce moment qu'on invente le programme, dernier avatar, quelque

peu appauvri de la souveraineté populaire. D'où le rôle considérable qu'il joue dans la pensée socialiste. Du Manifeste communiste au programme commun, le socialisme est depuis le 19ème siècle le plus court chemin entre deux programmes.

Hélas, le programme se heurte aux mêmes difficultés que la démocratie directe : il est très difficile à mettre en pratique dans le gouvernement. Pourquoi ? Lorsque Rousseau parle du législateur, il songe à la production, par le peuple, de quelques «lois-cadre». Mais, à l'époque de Rousseau, le gouvernement est encore très peu de choses, alors qu'aujourd'hui les affaires courantes occupent la majeure partie de son temps. Donc l'art du gouvernement tiré du «Contrat social» est devenu à peu près caduc aujourd'hui : gouverner, c'est maintenant faire face à des circonstances. Le programme commun n'était pas absurde mais, rédigé en 1972, il ne tenait pas compte de la crise et ne pouvait donc pas être réalisé.

C'est pourquoi je préconise, dans une voie qui est rousseauiste, d'associer le peuple, non seulement à un programme préalable, mais à l'acte de gouvernement : chaque fois que c'est nécessaire, il faut prendre le peuple à témoin des changements intervenus et lui demander de trancher à nouveau. Ce qui a une conséquence pratique très importante : je propose de dissocier partiellement la désignation de l'exécutif du programme qu'on va lui demander d'appliquer. Pourquoi ? Parce que le changement de l'exécutif est beaucoup plus traumatisant que le changement de programme. Donc il est sage, et je pense que cette idée fera plaisir à un monarchiste comme vous, de considérer que les questions de personne ne sont pas secondaires et que la politique suppose une continuité. Je suis partisan d'un espacement assez grand dans les mutations du personnel politique, mais il faut, périodiquement, que l'homme à qui on a donné mandat de gouverner la France puisse reprendre contact avec le peuple, lui demander de faire le point. De Gaulle le faisait sous la forme du référendum, qui n'était pas entièrement satisfaisante. Il faut donc faire preuve d'imagination en ce domaine, et faire

en sorte que le peuple puisse réagir à des situations changeantes.

Royaliste : Sur ce point, vous êtes très proche du comte de Paris ! A la fin de votre livre, vous dites que la question sociale n'est plus centrale dans notre société. Comment cela ?

Jacques Julliard : Elle ne l'est plus de deux manières. D'abord, la question sociale ne s'identifie plus à la question ouvrière. Aujourd'hui, les ouvriers ne sont plus le seul prolétariat, et nombre d'ouvriers n'appartiennent plus au prolétariat. Les principales victimes de la société industrielle ne sont plus ceux à qui on arrache de la plus-value. Comme la plupart des travailleurs deviennent salariés, la question de la plus-value ne se pose plus dans les mêmes termes. En revanche, et c'est une banalité fondamentale, la société industrielle a secrété ses propres marginaux, qui sont des non-salariés : retraités, chômeurs, jeunes en quête d'emploi, immigrés (qui sont des salariés précaires) et travailleurs précaires. Telles sont aujourd'hui les vraies victimes.

D'autre part, la question sociale, qui est celle de la redistribution de la richesse produite, a perdu en partie son acuité dans une société où les revenus ont beaucoup augmenté. Même les chômeurs ne sont pas totalement des laissés-pour-compte. Ainsi, d'autres problèmes ressurgissent et prévalent, qui sont d'ordre métaphysique : par exemple la question du temps est devenue un problème majeur, et nous constatons un retour de la réflexion sur la religion dont témoigne le récent livre de Marcel Gauchet. En 1968, on a cru que le social était en train d'occuper tout le champ du collectif ; aujourd'hui, il est en quelque sorte remis à sa place. Au fond, c'est la prédiction de Marx qui est en train de se réaliser : dans le «Manifeste», Marx prévoyait ou bien le triomphe d'une classe sur l'autre, ou bien, on l'oublie trop souvent, la disparition conjointe des deux classes par disparition des problèmes autour desquels elles s'étaient définies. Or nous ne sommes plus seulement dans une société industrielle...

propos recueillis par
Bertrand Renouvin

Syndicalisme

Tous ensemble ou chacun pour soi ?

En abordant la délicate question des relations sociales, François de Closets entreprend une critique sévère mais utile du syndicalisme français.

Un livre de François de Closets est toujours un événement. Le célèbre journaliste de télévision est passé maître dans le domaine du best-seller. Deux raisons à cela : de Closets s'attaque aux sujets tabous de la société française, à ces questions qui sont souvent le centre des discussions privées mais qu'on n'ose aborder publiquement, au grand jour. Dans «Toujours plus», c'était le corporatisme et les privilèges professionnels. Dans la même perspective, avec «Tous ensemble», François de Closets s'en prend au syndicalisme et à ses dérives bureaucratiques. La deuxième recette de l'auteur vient de son habileté à rendre compréhensibles et agréables au grand public des matières généralement ardues, comme celle des relations sociales, ici traitée. Ni juridisme barbant, ni idéologie pâteuse, de Closets réalise un très bon travail de journaliste, en vulgarisant par des démonstrations concrètes les travaux récents de sociologues ou de syndicalistes (ceux de Touraine et Julliard notamment).

Que reproche de Closets au syndicalisme ? «Son monolithisme simplificateur, sa conflictualité primaire, son conservatisme crispé (qui) ne répondent ni aux aspirations des tra-

vailleurs ni aux besoins du pays.» Le procès est sévère et n'épargne personne : syndicats ouvriers, mais aussi F.E.N., F.N.S.E.A. et C.N.P.F. Pour mieux comprendre la crise du syndicalisme français, de Closets brosse l'histoire des relations sociales depuis le siècle dernier. A l'origine, chose souvent ignorée, le syndicalisme est une affaire de défense strictement professionnelle, la prise de conscience de l'«aristocratie ouvrière». Tout change avec la société industrielle et la massification : les corporations laissent la place aux grandes centrales syndicales, gagnées par le socialisme, dont l'ambition est de représenter l'ensemble des déshérités. Cette montée du «pouvoir social» est violemment combattue par le patronat, qui se trouve ainsi à l'origine de la lutte des classes. A la différence d'autres pays européens, le syndicalisme s'établit difficilement en France; il faut attendre par exemple 1936 pour que le système des conventions collectives soit généralisé. Un passé dont nous supportons toujours les conséquences.

Néanmoins, aujourd'hui n'est pas semblable à hier : le Front populaire, la Libération et Mai 68 ont été des dates importantes pour le syndica-



lisme, qui s'est progressivement institutionnalisé, notamment en s'implantant largement dans le secteur public. Les syndicats n'ont pas voulu prendre la mesure de cette évolution et ont gardé intacte la vieille diatribe révolutionnaire et anticapitaliste du début du siècle. Résultat, les syndicats défendent surtout les salariés du «secteur protégé» (P.T.T., EDF-GDF, enseignants, etc., comme on l'a vu le 24 octobre, lors de la journée d'action de la CGT). Chômeurs, immigrés, travailleurs des PMI-PME, employés de commerce sont les laissés-pour-compte de ce syndicalisme-là.

Le risque était grand, de Closets a su l'éviter : «Tous ensemble» ne verse

pas dans l'idéologie anti-fonctionnaire ou le libéralisme absolu. Il souhaite simplement que les syndicats, à l'image de la CFDT, s'interrogent sur leur identité et usent d'un langage plus conforme aux réalités. L'auteur se garde bien d'apporter des solutions toutes faites. Il n'empêche que son «Tous ensemble» ressemble fort à la version sociale du «rassembler et moderniser» de Laurent Fabius. C'est-à-dire la recherche d'une social-démocratie aux couleurs de la France.

Emmanuel MOUSSET

François de Closets - Tous ensemble - Ed. du Seuil. Prix franco : 109 F.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à : «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

**Avez-vous acheté
La République au Roi dormant ?**

voir page 11

Manipulations génétiques et maîtrise de l'homme



Les progrès de la génétique nous font franchir une étape de plus dans la conquête de l'univers. En maîtrisant de plus en plus les mécanismes de la vie, le pouvoir que la médecine est en train de conquérir est celui de l'homme sur l'homme. De ce fait, tous les repères éthiques volent en éclats : ce qui jusqu'alors paraissait dépendre d'un ordre immuable, de déterminations naturelles, se plie à la seule loi de notre volonté ou de notre désir. Déjà, les émissions télévisées de futurologie s'en donnent à cœur joie. Huxley est battu à plate couture sur son propre terrain. Tout est possible, tout est imaginable.

Prenons un simple exemple. Un savant a réussi à féconder un œuf de souris par un autre œuf. L'expérience est, dit-on, parfaitement imaginable pour l'homme, ou plus exactement pour la femme. Demain, on pourra obtenir un enfant sans spermatozoïde, sans intervention «paternelle». Les couples de femmes deviendront féconds. Une chaîne de télévision nationale nous montrait l'autre jour deux jeunes femmes se promettant l'enfant de leurs rêves... Comme je rapportais cela à un ami médecin, il me faisait remarquer que le résultat de la fécondation d'un œuf par un autre œuf serait exclusivement féminin. Ainsi l'utopie de certains cercles féministes va pouvoir devenir réalité : un univers dont les hommes seront complètement rejetés !

Alors les hommes, ces pauvres hommes ? Dans une autre émission, Madame Elizabeth Badinter avait la grande bonté de s'intéresser à leur sort. On comprend qu'ils soient frustrés et qu'ils protestent. Leur grande revendication à venir se dessine déjà : «Nous aussi nous voulons devenir mères, porter des enfants ce dont jusqu'alors l'injustice de la nature confiait le privilège sans partage aux femmes». Galéjades ? Que non ! La maîtrise qui n'a pour norme de conduite que le désir peut tout ce qu'elle veut. Elle est elle-même juge du bien et du mal. Cela produit une sorte de griserie, sensible dans la joie sauvage de ceux qui par anticipation pour les médias se plaisent à jouer de toutes les ruptures de repères, de toutes les transgressions de l'éthique ou du simple bon sens. «Vous serez comme des dieux» avait dit le serpent à Adam et Eve pour leur faire manger du fruit de l'arbre de connaissance.

L'impasse de la modernité

La rapidité des progrès des techniques médicales impose aux autorités publiques l'adaptation de leur arsenal juridique. Aussi s'adressent-elles à des comités d'éthique où sont représentées les diverses familles spirituelles du pays. Cela va du Grand Orient aux différentes confessions religieuses. Si l'enjeu n'était aussi grave, on leur souhaiterait bien du plaisir. Comment obtenir un consensus entre des gens que sépare la simple définition de ce qu'est un fœtus humain ? Simple amas de cellules biodégradables pour les uns, Tom pousse déjà à l'image de Dieu pour les autres. Alors l'homme, l'homme fait, conscience de soi et mesure de toute chose ? L'humanisme comme norme de raison et de liberté ? Mais qu'est-ce que l'homme ? Où commence-t-il ? Comment se définit-il et à quoi se réfère-t-il dès lors qu'il faut décider de la naissance et de l'éducation de son semblable ?

Là dessus, il faut reconnaître que notre modernité se trouve dans une impasse totale. Ayant posé en principe que l'homme est à lui-même son propre principe, la pensée déduit que tout ce qui peut servir l'homme est ipso facto justifié. *«L'homme lui-même peut devenir moyen pour l'homme, entendu comme fin - la violence des États, les manipulations biologiques, les atteintes à la vie in utero etc. tiennent leur apparente légitimité de prétendre l'Homme, but final, au risque de réduire les hommes - concrets ceux-là - au rang de simples moyens. Ce n'est pas la moindre étrangeté de la modernité que le retournement contre l'homme lui-même de son égalité, en principe, absolue et trans-*

parente, avec lui-même; l'homme peut bien se faire reconnaître comme étant à lui-même son dernier but et son plus prochain, il reste à décider qui est un tel homme.» Je tire ce texte de Jean-Luc Marion du dernier numéro -remarquable à tous égards - de la revue «Communio». Sans vouloir en reprendre tout le développement, je me référerai directement à ses données essentielles, parce que dans le débat présent elle me paraissent indispensables.

Toute la philosophie moderne ayant enfermé l'homme dans le cercle de l'égalité à soi-même débouche sur l'impasse tautologique, à moins d'en sortir par un plus que soi-même. Nietzsche avait déjà indiqué que *l'homme est quelque chose qui doit être dépassé*. Mais ce dépassement peut aussi autoriser toutes les barbaries. *«qui peut donner à l'homme de reconnaître une figure de l'homme enfin digne de lui car, soustraite à sa maîtrise ? Pascal dit la foi. De fait, la foi connaît ce qu'elle ne maîtrise pas, puisqu'elle reçoit, sans certitude, de connaître, donc connaît sur le mode de la grâce»*. Oui, mais si l'on n'a pas la foi ? Ou plutôt si la foi vous manque ?

La dignité du symbolique ?

Dans ce cas qui n'est pas extraordinaire dans le monde moderne, rien n'interdit de tenter de saisir de l'extérieur ce que cette foi peut nous apprendre sur nous-mêmes et la conduite de notre vie. Après tout, la conscience contemporaine affolée comme une boussole qui perd son pôle, peut toujours reconnaître dans le texte biblique l'origine d'une sagesse incommensurable dont l'humanité a su tirer profit pour son bien. Plutôt qu'Empédocle englouti par le volcan ou le surhomme ne parvenant pas, malgré tout, à échapper à l'éternel retour du même, il vaut mieux choisir l'icône de l'inconnaissable. *«Sitôt qu'un médecin, un biologiste, un psychologue, un ethnologue, etc. parle, il convient d'adopter une double attitude : d'abord l'écouter, pour s'instruire, ensuite comprendre en quoi il ne s'agit pas de l'homme. Les problèmes anthropologiques ne se décident pas en termes de savoir positif, mais en termes de droit (juridiquement, philosophiquement) : nous aurons à l'avenir, à décider de ce qui ne doit pas s'appliquer aux hommes, parmi les techniques possibles; ce redoutable défi ne pourra se relever que si nous avons d'abord compris que l'homme ne se connaît pas, et qu'on ne le respecte qu'à la mesure où l'on n'autorise pas toute techno-science à le traiter comme si l'inconnaissabilité ne le glorifiait pas.»*

L'homme n'a donc pas le droit de traiter lui et son semblable comme si son pouvoir de maîtriser la nature, l'autorisait à faire n'importe quoi au gré de son imagination et de la violence de son désir. Parce qu'il au-delà de toute prise conceptuelle objectivable, parce qu'il participe d'un mystère ineffable et parce que celui-ci est un don reçu, il ne saurait transgresser les grandes normes dont le sens le dépasse tout autant que son être intime, la paternité, la maternité, et l'ensemble du patrimoine symbolique qui structure spirituellement la famille humaine conformément à l'héritage de la Bible et de la tradition judéo-chrétienne.

Un néonazisme scientifique nous guette qui n'aura pas besoin d'un recours à une mythologie païenne. L'autorité de la science, du progressisme, voire de la libération du désir, de l'homme ou de la femme suffira à le légitimer. La manipulation génétique est en fait une captation métaphysique qui s'assure de la personne comme d'un objet. L'actuelle manipulation médiatique de l'imaginaire qui bafoue la dignité du symbolique signifie une entrée décisive en barbarie.

Gérard LECLERC

Voir «Communio» : «L'avenir du monde», (septembre-décembre 1985).

Palmes

Tito, Staline et Malik sont dans un bateau

Lors qu'au mois de mai dernier, le jury du Festival de Cannes proclama le palmarès, la salle un instant retint son souffle. Le film d'Emir Kusturica «Papa est en voyage d'affaires», coiffait sur la ligne d'arrivée «Birdy» la super-production américaine, donnée favorite par l'ensemble de la presse.

Rarement attribuée à un pays de l'Est, cette récompense prestigieuse obtenue par le film yougoslave, rappelle la palme d'or octroyée, il y a quelques années au film de Wajda, «L'homme de fer».

témoin, un dessin humoristique représentant Marx à sa table de travail sous le portrait de Staline. Il est alors dénoncé et son beau-frère, soupirant de sa maîtresse, va profiter de son pouvoir de responsable du parti, pour



Mais le parallèle s'arrête là car les contextes politiques de la Pologne et de la Yougoslavie sont totalement différents. Lorsque Wajda tourne «L'homme de fer» le régime socialiste polonais vacille sous les coups de boutoir de «Solidarité», on assiste dans le pays, à un bouillonnement culturel sans précédent; tout est permis. Ou presque. Tandis qu'en Yougoslavie, rien n'a évolué depuis 35 ans. Conséquence : là où Wajda peut se permettre de foncer, Kusturica se doit de louvoyer. D'où des démarches cinématographiques qui n'ont rien de commun. L'intrigue populaire, voire populiste de «Papa est en voyage d'affaires», n'a rien à voir avec les événements extraordinaires et les attitudes héroïques des ouvriers que décrit Wajda dans ses films.

A l'inverse de Lech Walesa, Mesa n'a rien d'un héros. Il mène une vie paisible qu'il partage entre son métier, sa femme, ses deux fils et sa maîtresse. Mais un jour de 1950, il commet l'erreur de critiquer devant

envoyer son rival en camp de travail forcé.

Ce drame, somme toute assez banal, de la jalousie ne prend son sens qu'en fonction de la conjoncture politique des années 50 qui consacre la rupture entre Tito et Staline.

Devant la difficulté de réaliser un film politique dans un pays de l'Est, Kusturica masque son but sous le couvert d'une analyse sociologique et a recours à une astuce de mise en scène pour faire passer son message : toute l'histoire est vue par les yeux d'un enfant de dix ans - Malik, fils de Mesa - qui, sans trop comprendre l'enjeu politique, décrit ce qu'il voit. C'est pour lui que le départ du père est maquillé en voyage d'affaires. Et c'est grâce à la naïveté du regard qu'il jette sur les adultes que ce film, où l'histoire des petites gens et l'histoire avec un grand H sont étroitement imbriquées, est une réussite.

Nicolas PALUMBO

Pari sur l'avenir ... et demain l'Afrique

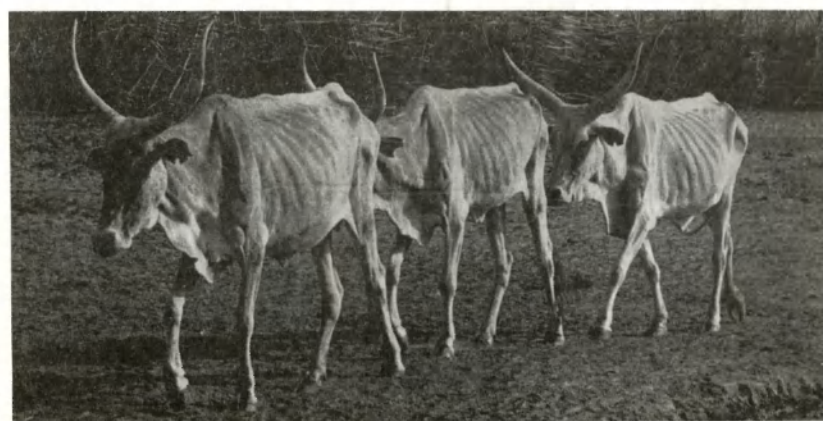
Il est bien difficile, dans un espace mesuré, de rendre compte de l'exceptionnelle richesse et du grand intérêt du livre d'Edem Kodjo (1). Un ouvrage dans lequel le style et un sens saisissant de la formule, mais aussi une grande passion, sont mis au service d'un sujet pleinement maîtrisé.

Edem Kodjo, Togolais, mais nationaliste africain, d'un nationalisme bien tempéré par une excellente culture internationale, sait de quoi il parle. Ancien secrétaire général de l'OUA dont au passage il dénonce féroce les tares, il s'est trouvé en bonne place pour observer des années durant l'évolution de l'Afrique et tirer le bilan d'un quart de siècle d'indépendance. Un bilan désastreux.

Par une suite d'analyses séduisantes l'auteur décrit la succession d'événements qui ont conduit l'Afrique «source de l'humanité» à la société bloquée scientifiquement et techniquement que nous connaissons. De ce blocage résulte la traite aux conséquences humaines épouvantables, la colonisation et la parcellisation de l'Afrique. Au passage une querelle mineure : parlant de la conférence de Berlin de 1885 l'auteur semble lui attribuer le partage offi-

Africains eux-mêmes considèrent comme une fatalité insurmontable ? Edem Kodjo apparaît fasciné, par l'expérience du Zollverein. L'unité africaine, totale, du nord au sud, réalisée par la mise en œuvre d'un panafricanisme rationalisé. Mais qui, dans l'état actuel des choses, sera la Prusse de l'Afrique ?

L'auteur qui doit être un de ces «forcenés de l'espoir» dont parle Aimé Césaire, ne doute pas du réalisme de son projet, mais ne pêche-t-il pas par excès d'utopie ? Tous les arguments qu'on pourrait lui objecter il les devance lui-même en les évoquant pour les balayer à grand renfort d'experts. Et c'est ainsi qu'en Afrique il n'y a plus de déserts, de forêts impénétrables, d'immenses marécages, des climats épouvantables, des langues différentes, des régimes politiques irréconciliables, que n'existe pas ou à peine un panarabisme dominateur, un morceau bien difficile à



ciel entre les puissances européennes de l'intégralité du continent. Or, à l'occasion de son 100ème anniversaire, Y. La Marck (2) a bien fixé les limites géographiques de ce traité. Quoi qu'il en soit, c'est le spectacle désolant pour l'Afrique du cycle répété de la dépendance qui est ainsi en partie institutionnalisée.

Comment sortir de ce que certains

digérer par un panafricanisme encore dans les limbes.

Alors un rêve impossible ou le destin forcé ? En tout cas un bien beau livre.

Michel FONTAURELLE

(1) Edem Kodjo -Et demain l'Afrique Ed. Stock, prix franco : 99 F.
(2) «Royaliste» 421.

Succès La République au Roi dormant

La diffusion du livre de B. Renouvin marche bien et quoiqu'il soit encore trop tôt pour avoir avec précision les résultats des ventes, on a pu constater que notre service librairie a été un peu débordé par l'afflux de commandes et que nous avons pris du retard pour les servir. Aujourd'hui ce retard est comblé et il faut d'ores et déjà songer à confirmer ce succès. C'est la raison de la tournée de conférences en province que B. Renouvin va commencer et auxquelles il importe d'assurer un succès maximum. D'autre part nos lecteurs auront pu constater l'intérêt de ce livre et son importance pour la diffusion de nos idées. Aussi, pour faciliter sa diffusion, nous avons établi un tarif dégressif qui devrait vous inciter à nous passer commande et vous permettre en achetant plusieurs livres de faire des cadeaux de Noël à la fois utiles et originaux. Profitez de cette offre dès aujourd'hui à l'aide du bulletin ci-dessous.

LE TOUR DE FRANCE DE B. RENOUVIN

- Brive, les 8, 9 et 10 novembre, Journée du Livre de Brive,
- Tulle, le samedi 9 novembre, Pot de la NAR offert par Luc de Goustine à 18 h au Café de la Préfecture,
- Lyon, le lundi 18 novembre : conférence-débat organisée par le Cercle Charles Péguy, à 20 h 30, 15,

rue Sallat 69002 Lyon. Pour tout renseignement, appelez le (7)837. 22.07.

— Grenoble, le mardi 19 novembre : conférence-débat organisée par le Cercle de Documentation et Communication Culturelle, à 20 h, Maison des Associations, rue Berthe de Boissieu.

D'autre part, des conférences sont d'ores et déjà prévues à Reims, Angers, Rennes, Limoges, Laon, pour lesquelles nous donnerons toutes précisions dans les prochains numéros du journal.

BERTRAND RENOUVIN

La République au Roi dormant



HACHETTE

LYS ROUGE

ISSN 0150 - 4428
1er novembre 1985
N° 28 - 15 F

REVUE TRIMESTRIELLE D'ETUDE ET DE DEBAT DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

SOMMAIRE

DOSSIER : MONARCHIE ET RELIGION

— Document :
«Un roi et son peuple»
La monarchie divine pour Israël p. 2

— Etude :
A propos de la canonisation du tsar Nicolas II p. 3

HISTOIRE :

— Louis XVI traducteur ?
recherches de P. et P.
Girault de Coursac p. 10

— Armures et petits
hommes verts, ce que
l'on peut faire dire
aux statistiques p. 10

— Bretagne et Révolution p. 11

DEBAT : LE MILITANTISME

— Qui adhère ? p. 12
— Il faut mobiliser ! p. 14
— Chaleur humaine p. 15

— Document sur la
démagogie du RPR p. 17

SYNTHESE : «LA NATION FRANÇAISE»

— Etude de
Patrick Louis p. 18
— Documents p. 27

LE CAS PORTUGAIS

Au sortir de la Révolution des
milliers, un régime monarchique de monarchie
châtiée par la révolution. Depuis de
nombreuses années, on a vu des
personnes se réclamer de ce régime monarchique.

et ce fut une vraie faillite pour le
P.P.M. : plus un seul député, plus
d'adhésion dans la presse...

La chute de Bismarck, que l'on
dit plutôt traditionnelle, a bien
compris ce que les royalistes la
vont quand il a déclaré récemment
dans la presse : «ils sont prêts à voir
le monarchisme, comme les catholiques
sont prêts de voir le paradis...»
Heureusement, un coup de
phosphore de Lisbonne, il y a à peine
cinq jours, nous apprend que nos
amis portugais ne sont pas si
seront-ils expulsés du Parti après un
Congrès orange, mais déjà de ont
réussi à faire dire un député, un
homme remarquable, à la Cham-
bre des députés portugais que le régime
absolument indispensable, grâce à une
alliance avec le Parti monarchiste (pour-
tant en pleine décadence). Pour les

LE LYS ROUGE, revue de débats et
de recherches historiques de la NAR
vient de paraître. Abonnez-vous :
4 numéros : 45 F CCP «Royaliste»
18 104 06 N Paris.

TOUS A VOS POSTES !

C'est dans le cadre de l'émission «Liberté 3» qui sera diffusée sur la 3ème chaîne le samedi 16 novembre de 16 h 15 à 17 h 30 que la Nouvelle Action Royaliste pourra se faire entendre à la télévision. Les occasions de nous exprimer devant le grand public sont trop rares pour que nos lecteurs manquent celle-ci. Pourquoi ne pas rassembler quelques amis autour de votre poste et faire écouter Bertrand Renouvin qui expliquera les positions actuelles de la NAR et son projet politique ? Le quart d'heure qui nous est consacré est programmé en principe pour 16 h 45 mais l'expérience passée nous incite à vous recommander d'être à l'écoute dès le début de l'émission.

«Noël, Mon jeune Prince, Noël!
Luc de Goustine a écrit à l'intention du Prince Jean d'Orléans un conte de Noël où les rois chevauchent ensemble à la recherche d'une mystérieuse étoile. «La place de l'étoile»... ce sera un petit livre de 60 pages, disponible à partir du 9 décembre. Un cadeau idéal pour vos amis (ou pour vous-même) à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Passez-nous vos commandes avant le 18 novembre pour nous permettre d'ajuster le tirage.

«LA PLACE DE L'ETOILE»
prix pour 1 exemplaire : 50 F
(60 F franco de port)

Pour les commandes groupées
(à partir de 2) : port gratuit.

CCP «Royaliste» 18 104 06 N
Paris.

Dépêchez-vous !

BON DE COMMANDE

à retourner à «Royaliste», 17, r. des Petits-Champs 75001 Paris
CCP 18 104 06 N Paris

NOM/Prénom/Adresse :

.....

.....

commande «La République au roi dormant»

/ / 1 ex. - franco : 85 F

/ / 2 ex. - franco : 134 F

/ / 3 ex. - franco : 194 F

/ / 4 ex. - franco : 270 F

/ / 5 ex. - franco : 270 F

/ / 10 exemplaires - franco : 480 F

Chaque mercredi nous accueillons nos amis et sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 h.

Mercredi 6 novembre. Comment à la NAR ne pourrait-on pas être sensible à toute réflexion sur le pouvoir et la modernité ? Dans son dernier livre «Le détour», Georges BALANDIER - un des plus grands ethnologues français - nous mène à la découverte d'autres civilisations et par comparaison avec la nôtre nous permet d'approfondir nos concep-

tions fondatrices. Une conférence et un débat, riches d'enseignements et à ne pas manquer.

Mercredi 13 novembre. Les réflexions d'Yves CHALAS dans son essai «Vichy et l'imaginaire totalitaire» dérangent ! Loin d'expliquer le large consensus dont bénéficia à son début le régime du maréchal Pétain par le seul soulagement d'un peuple traumatisé par une défaite cinglante, il montre que le programme de Vichy correspondait à des aspirations profondes. Mais ces mêmes aspirations ne se retrouvent-elles pas aujourd'hui et ne font-elles pas le succès de certains discours de 1985 ? C'est à ces questions que viendra répondre Yves Chalas.

Comment s'en débarrasser ?



Rien n'arrête M. Le Pen. Ni le mépris, dont il se moque ou s'enorgueillit. Ni l'indignation, faiblesse tactique qu'il utilise pour terrasser l'adversaire. On ne le confondra pas non plus avec des arguments chiffrés, aussi justes soient-ils, parce qu'il lui suffit de marteler les plus faux pour qu'ils demeurent dans les mémoires. On ne le détruira pas par les révélations de ses anciens amis, ou de ses victimes : la boue ainsi remuée ne saurait l'écœurer, les campagnes menées contre lui deviennent signe de «complot, et l'acharnement «preuve» d'innocence. Quant aux rappels historiques, il sait d'instinct qu'ils sont de faible portée : les barrières ont sauté (1) et il est à nouveau possible de presque tout dire, et de tout suggérer en imposant silence, par voie d'avocat, à ceux qui oseraient employer certains qualificatifs.

Donc M. Le Pen est une force qui va. D'où l'inquiétude qui provoque réactions partielles, interrogations tardives et accusations mutuelles. Gageons que ni la réprobation ni la censure ne l'arrêteront dans un élan qui ne s'explique essentiellement ni par les manœuvres de la droite ou de la gauche, ni par la crise économique, ni par les qualités de bête de scène et d'écran du chef du Front National.

Dès lors pourquoi cette percée, et ce succès qui s'annonce malheureusement durable ? «L'effet Le Pen», c'est moins la résurgence d'une tendance politique qu'on croyait définitivement vaincue qu'un phénomène social profond et redoutable. Si M. Le Pen attire et fascine, plus qu'il ne séduit, s'il déconcerte tant ses adversaires, c'est qu'il est le symptôme d'une angoisse que nous éprouvons tous peu ou prou, l'expression d'une nostalgie dont nous avons peine à nous débarrasser. L'angoisse, elle vient de la menace qui pèse sur notre identité, dans un

monde moderne qui bouleverse ou détruit les références et brouille les définitions. La nostalgie, en réaction, porte sur les valeurs et les formes de l'ancienne société, sur la totalité rassurante et protectrice qu'elle avait constituée. Nous savons, ou croyons savoir, d'où nous venons, mais le présent semble insaisissable et l'avenir privé de sens.

Cette crise n'est pas nouvelle et le gauchisme, puis l'écologie, avaient tour à tour tenté de répondre à la question du sens et de combler notre nostalgie. Loin de moi l'idée de faire de M. Le Pen l'héritier proche ou lointain de ces deux courants. Mais il me paraît évident qu'il tente de répondre à sa manière aux mêmes questions et que sa réussite politique tient à la simplicité des fausses solutions qu'il donne. Pour lui, la perte d'identité a une cause, l'immigré, et un remède, son expulsion; quant au malaise dans la civilisation, conséquence de doctrines pernicieuses (communisme, socialisme) il ne peut être surmonté que par le retour aux valeurs du passé, par la restauration de l'ancienne totalité. Démontrer que ces analyses sont fausses et ces solutions illusoire ne suffit pas : l'histoire récente est là pour nous rappeler l'ascension foudroyante de ceux qui ont su répondre à l'appel de la totalité (2).

Que l'on m'entende bien. Le Pen n'est ni Hitler, ni Pétain. Il manquera toujours à ce riche bourgeois épris de respectabilité et de beau parler le prestige tiré de l'héroïsme militaire - et à son mouvement l'aliment d'un nationalisme exacerbé par la défaite. Mais il remplit la même fonction sociale que les «chefs» de l'Allemagne des années trente et de la France de 1940. Comme eux, il risque d'être emporté par la même logique totalitaire, dans les mêmes contradictions, vers le même échec. Ces contradictions (individualisme sauvage masqué par l'apologie des fausses hiérarchies, destruction des cadres sociaux traditionnels cachée par une doctrine communautaire,

nation historique niée par le nationalisme) se retrouvent dans le programme du Front National : d'un côté, il exalte l'Etat fort, de l'autre il célèbre le libéralisme économique; d'un côté il affirme le patriotisme, de l'autre il exclut certaines catégories de citoyens; enfin, sa célébration des valeurs morales jure avec le comportement de ses électeurs, point différent de celui des autres Français. Toujours dualiste, le totalitarisme se nourrit de telles contradictions. Mieux vaut le savoir pour s'en prémunir et éviter l'échec inscrit à son origine.

Souligner ces contradictions ne suffit pas. Aux arguments simples et faux de M. Le Pen, il faut opposer des vérités simples, même si elles sont inconfortables et douloureuses.

La vérité, c'est que les immigrés resteront, qu'ils s'inséreront peu à peu, parfois difficilement, dans le cadre national comme tant d'autres l'ont fait. Le seul «problème» qui ne concerne pas notre identité, est d'apprendre à vivre les uns avec les autres.

La vérité, c'est que cette coexistence est non seulement possible mais nécessaire. Aucune société ne peut vivre sans diversité. Plus la nôtre devient homogène, plus elle a besoin de différences. La seule question est de trouver un principe d'unité, et un pouvoir politique qui permette de la symboliser.

La vérité, c'est que le passé ne revivra pas, que l'ancienne société est morte depuis longtemps et qu'il serait vain et dangereux de chercher à la reconstituer. De siècle en siècle, la France n'a cessé de s'inventer. La figer, ou la faire régresser, reviendrait à la détruire.

Comme la liberté, la vérité est difficile. Qui saura et osera la dire ?

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. éditorial de «Royaliste» 392.

(2) Cf. Yves Chalas, «Vichy et l'imaginaire totalitaire», Actes Sud 1985.